

COLOMBIE

Des syndicalistes et des défenseurs des droits humains cibles d'attaques

Index AI : AMR 23/058/2003

ÉFAI

Mercredi 27 août 2003

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Environ 42 militants des droits sociaux et défenseurs des droits humains ont été placés en détention récemment à Saravena (département d'Arauca) ; parmi eux, 28 sont toujours en état d'arrestation. Ces événements semblent s'inscrire dans le cadre d'une campagne organisée, visant à affaiblir l'action des syndicalistes et militants des droits humains et à exposer ces secteurs à de nouvelles attaques par des groupes paramilitaires soutenus par l'armée, a déclaré Amnesty International ce mercredi 27 août 2003.

Les arrestations sont intervenues quelques jours seulement après que le président Álvaro Uribe eut critiqué plusieurs commandants militaires pour leur manque de résultats sur le terrain ; des commandants du département d'Arauca se trouvaient, semblent-ils, parmi eux.

« Syndicalistes et autres défenseurs des droits humains du département d'Arauca sont face à une stratégie conjointe des militaires et des paramilitaires, visant à les désigner comme des éléments subversifs et à qualifier leurs organisations de subversives ; ils se trouvent ainsi exposés à des poursuites judiciaires arbitraires et au risque d'attaques violentes par des groupes paramilitaires », a averti Amnesty International.

Parmi les personnes interpellées lors de l'opération conjointe menée par des membres de la 18^e brigade de l'armée et des agents du Bureau du procureur général le 21 août 2003 se trouvaient José Murillo Tobo, président du *Comité Regional de Derechos Humanos « Joel Sierra »* (Comité régional de défense des droits humains « Joel Sierra ») et Alonso Campiño Bedoya, dirigeant de la branche régionale de la *Central Unitaria de Trabajadores* (CUT, Centrale unitaire des travailleurs) et membre du Comité régional de défense des droits humains.

Les maisons de Samuel Morales, président de la Centrale unitaire des travailleurs pour la région, d'Alberto Paez, autre dirigeant syndicaliste et d'Ismael Pabón

Mora, dirigeant du Comité régional de défense des droits humains ont été perquisitionnées durant ces raids. Les mandats d'arrêt à l'encontre de ces trois personnes n'ont pas été exécutés, aucun d'eux ne se trouvant à son domicile lors des descentes de police.

Les arrestations de José Murillo et d'Alonso Campiño sont intervenues après que le Comité régional de défense des droits humains eut dénoncé la présence de groupes paramilitaires opérant avec la complicité des forces de sécurité à Saravena. Ces interpellations font également suite à toute une série d'accusations prononcées à l'encontre du Comité, dont les membres ont été qualifiés d'éléments subversifs par les forces de sécurité au cours de ces derniers mois.

Amnesty International a récemment dénoncé les atteintes aux droits humains commises par des forces paramilitaires opérant dans le département d'Arauca avec la complicité de la 18^e brigade de l'armée. Le Comité régional de défense des droits humains est l'une des organisations régionales ayant dénoncé ces violations au niveau international.

Amnesty International est en possession de rapports circonstanciés concernant l'arrestation de défenseurs des droits humains et autres militants des droits sociaux par les forces de sécurité, opérant conjointement avec le Bureau du procureur général ; ces opérations auraient été décidées sur la base d'accusations de source militaire, non fondées, et non sur la base d'enquêtes judiciaires impartiales et indépendantes. Selon certaines informations, deux indicateurs cagoulés auraient participé aux arrestations ; l'inquiétude est donc réelle concernant la production de preuves basées sur des renseignements fournis par l'armée ou par des informateurs rémunérés. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>